

Université PANTHEON – ASSAS (PARIS II)

Droit – Economie – Sciences sociales

Melun

Session : Janvier

Année d'étude : Première année de Licence Droit parcours classique et réussite

Discipline : ***Problèmes économiques contemporains***

(Unité d'Enseignements Complémentaires 1)

Titulaire du cours : Mme Geneviève Grangeas

Documents autorisés : aucun

Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)

REMARQUES

A lire avant de commencer

L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.

L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.

*On signale par ailleurs que **le barème peut comporter des points négatifs.***

QUESTIONS

1 - On définit la population active comme étant composée de l'ensemble des personnes

- | | |
|---|---|
| a disposant d'un emploi | d en âge de travailler et disponibles pour travailler |
| b en âge de travailler | e salariées |
| c en âge de travailler et disposant d'un emploi | f en âge de travailler et salariées |

2 - Font partie de la population active

- | | |
|--------------------------------|---|
| a toutes les personnes valides | d les salariés |
| b les retraités | e les personnes travaillant à leur compte |
| c les chômeurs | f les hommes et femmes au foyer |

3 - Le chômage représente l'ensemble des personnes

- | | |
|--------------------------|---|
| a sans emploi | d sans emploi et désirant en occuper un |
| b non salariées | e en âge de travailler et recherchant un emploi |
| c valides et sans emploi | f en âge de travailler |

4 - En France en 2016, le nombre de chômeurs s'élève à (montant arrondi)

- | | | | | | |
|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| a 1 million | b 2 millions | c 3 millions | d 4 millions | e 5 millions | f 6 millions |
|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|

- 5** - Quand on parle de halo autour du chômage, on évoque le problème
- a des sources statistiques concernant l'emploi, qui fournissent des données différentes
 - b de la frontière de la sphère productive
 - c de la frontière entre chômage, emploi et activité
 - d de la frontière entre chômage, emploi et inactivité
 - e de l'harmonisation internationale des statistiques du chômage
 - f des précisions à apporter à la définition du chômage au sens du BIT
- 6** - On sait que le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus d'une catégorie (genre, tranche d'âge) ayant un emploi au nombre total d'individus de la catégorie concernée. Ce qui a pour conséquence que
- a le taux d'emploi est égal à l'unité moins le taux de chômage
 - b le taux d'emploi est égal à l'inverse du taux de chômage
 - c le taux de chômage est égal à l'unité moins le taux d'emploi
 - d le taux de chômage est égal à l'inverse du taux d'emploi
 - e on ne peut déduire le taux d'emploi du taux de chômage de manière directe car ils ne sont pas calculés sur la même base
 - f le lien entre taux de chômage et taux d'emploi passe par le rapport entre population totale et population active
- 7** - En France, le taux de chômage a atteint le seuil de 10%
- a à la fin des années soixante
 - b au milieu des années soixante-dix
 - c au début des années quatre-vingts
 - d à la fin des années quatre-vingts
 - e pendant la première moitié des années quatre-vingt-dix
 - f au seuil des années 2000
- 8** - En 2016, en France métropolitaine, est ou sont caractérisée(s) par un taux de chômage inférieur à celui de l'ensemble de la population la ou les catégorie(s) suivante(s)
- a les femmes
 - b les jeunes de 15 à 29 ans
 - c les non diplômés ou détenteurs du seul brevet des collèges
 - d les diplômés du supérieur
 - e les étrangers
 - f les ouvriers
- 9** - Dans la France actuelle, le chômage de longue durée représente, par rapport à l'ensemble du chômage
- a à peu près 10%
 - b à peu près un cinquième
 - c à peu près un quart
 - d à peu près un tiers
 - e pas tout à fait la moitié
 - f un peu plus de la moitié
- 10**- En France en 2017, le SMIC horaire brut est de (montant arrondi à l'euro le plus proche)
- a 7 euros
 - b 8 euros
 - c 9 euros
 - d 10 euros
 - e 11 euros
 - f 12 euros
- 11**- En France en 2017, le SMIC mensuel brut est de (montant arrondi à la centaine d'euros la plus proche)
- a 1 000 euros
 - b 1 100 euros
 - c 1 200 euros
 - d 1 300 euros
 - e 1 400 euros
 - f 1 500 euros

12- Le chômage qui résulte d'un ralentissement temporaire de l'activité est qualifié de chômage

- a frictionnel
- b conjoncturel
- c structurel
- d de longue durée
- e segmenté
- f keynésien

13- Certains voient une résurgence du luddisme dans

- a les réactions négatives au progrès technique
- b le rejet du développement des jeux vidéo dans le numérique
- c le développement des jeux dits intelligents
- d les nouvelles techniques de recrutement, qui utilisent les jeux dits sérieux
- e le développement d'emplois liés au développement des robots
- f la peur des destructions d'emplois liées au développement des robots

14- Un quintile divise une population en tranches de

- a 1%
- b 5%
- c 15%
- d 20%
- e 25%
- f 50%

15- L'indice de Gini est

- a un indicateur d'inégalités au même titre que le rapport inter-déciles D9/D1
- b un indicateur d'inégalités à la différence du rapport inter-déciles D9/D2
- c plus proche de 0 quand la situation est égalitaire
- d plus proche de 0 quand la situation est inégalitaire
- e plus proche de 1 quand la situation est égalitaire
- f plus proche de 1 quand la situation est inégalitaire

16- Définir un seuil de pauvreté à 1 dollar US par jour et par personne, comme l'a fait la Banque Mondiale en 1995 pour mesurer la pauvreté dans les pays les moins développés, va dans le sens

- a d'une conception de la pauvreté absolue
- b d'une conception de la pauvreté relative
- c d'une définition de la pauvreté fondée sur la définition d'un panier de biens et services de base dans un pays donné
- d d'une définition de la pauvreté liée au contexte économique
- e de l'UE, qui préconise d'adopter un seuil de pauvreté situé à 60% du revenu médian plutôt qu'à 50%
- f de l'UE, qui préconise d'adopter un seuil de pauvreté situé à 50% du revenu médian plutôt qu'à 60%

17- L'approche de la pauvreté de type "pauvreté absolue" est celle qui est retenue par

- a l'Insee
- b la France
- c l'Union européenne
- d les États-Unis
- e le Canada
- f la Banque Mondiale

18- Le seuil de pauvreté monétaire utilisé par l'UE se définit de la manière suivante

- a une proportion fixe du niveau de vie moyen des habitants d'un pays
- b une proportion fixe du niveau de vie médian des habitants d'un pays
- c une proportion relative du niveau de vie moyen des habitants d'un pays
- d une proportion relative du niveau de vie médian des habitants d'un pays
- e une proportion absolue du niveau de vie moyen des habitants d'un pays
- f une proportion absolue du niveau de vie médian des habitants d'un pays

19- Le revenu médian est

- | | | |
|-----------------------------|--|--|
| a celui du premier décile | d en 2015 de 10 860 euros annuels en base 2010 | f en 2015 de 37 510 euros annuels en base 2010 |
| b celui du cinquième décile | | |
| c celui du neuvième décile | e en 2015 de 20 300 euros annuels en base 2010 | |

20- En matière d'inégalités de patrimoine, il apparaît que

- | | |
|---|---|
| a celles-ci atténuent les inégalités de revenu | e les 10% des ménages français les mieux dotés détiennent plus de 90% du patrimoine brut de la France de 2015 |
| b celles-ci amplifient les inégalités de revenu | |
| c les 10% des ménages français les mieux dotés détiennent presque la moitié du patrimoine brut de la France de 2015 | f les 50% des ménages français les mieux dotés détiennent plus de 90% du patrimoine brut de la France de 2015 |
| d les 50% des ménages français les mieux dotés détiennent presque la moitié du patrimoine brut de la France de 2015 | |

21- Concernant les inégalités non monétaires et la façon de les mesurer, on peut dire que

- | | |
|--|--|
| a à 35 ans, un cadre supérieur a encore 47 ans à vivre, un ouvrier 41 ans | e à âge égal la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des personnes diplômées |
| b à 35 ans, un cadre supérieur a 34 ans d'espérance de vie sans incapacité | f l'espérance de vie sans incapacité est un indicateur qui combine des indications de mortalité et de morbidité |
| c à 35 ans, ouvrier a 24 ans d'espérance de vie sans incapacité | |
| d à âge égal la mortalité des personnes sans diplôme est deux fois plus élevée que celle des personnes diplômées | |

22- Dans les publications actuelles de la comptabilité nationale française, l'abréviation PIB signifie

- | | | |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| a Production intérieure brute | c Production indicée de base | f Produit indicé de base |
| b Production interne des branches | d Produit intérieur brut | |
| | e Produit interne des branches | |

23- En France, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume a été, durant les Trente Glorieuses, approximativement de

- | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|
| a 1% | b 2% | c 3% | d 4% | e 5% | f 6% |
|------|------|------|------|------|------|

24- En France, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume des 40 dernières années est, approximativement, de

- | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|
| a 1% | b 2% | c 3% | d 4% | e 5% | f 6% |
|------|------|------|------|------|------|

25- L'agrégat PIB

- a est calculé dans chaque pays sur la base de règles définies au niveau national
- b est calculé sur la base de règles obéissant à une harmonisation internationale
- c mesurant la production, prend en compte la production de services marchands et non marchands effectuée sur le territoire

- d mesurant la production, prend en compte la production de biens et services marchands effectuées sur le territoire et par les filiales françaises à l'étranger
- e mesure la production et la pondère par les inégalités et la qualité de l'environnement
- f est un indicateur de bien être

26- On parle de soutenabilité de la croissance si la croissance est

- a suffisante pour les générations actuelles et à venir
- b capable de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à assurer les leurs
- c capable de répondre aux besoins des générations futures sans compromettre la capacité des générations actuelles à assurer les leurs
- d calculée de telle sorte qu'elle assure la capacité des générations futures à assurer leurs besoins
- e calculée de telle sorte qu'elle assure la capacité des générations actuelles à assurer leurs besoins et à élever les générations futures
- f à taux décroissant de plus en plus faible de sorte qu'on évolue vers l'état stationnaire

27- On peut parler de cycles économiques dès lors que l'on constate

- a des irrégularités dans l'activité économique
- b l'alternance de phases d'expansion et de récession
- c la survenance de crises économiques
- d la récurrence de crises économiques sur la base d'une certaine périodicité
- e qu'une bonne année succède systématiquement à une mauvaise
- f que l'activité économique est saisonnière

28- Dans le cadre d'un cycle de Kondratieff, une phase de récession est supposée durer

- a 3 à 4 ans
- b 3 à 5 ans
- c 7 à 11 ans
- d 15 à 25 ans
- e 20 à 30 ans
- f 40 à 60 ans

29- La thèse de la stagnation séculaire

- a développe l'idée que la croissance serait vouée à ralentir durablement
- b est une thèse nouvelle, issue des courants écologiques
- c se fonde sur le constat de la diminution durable du taux de croissance du PIB en volume et des gains de productivité
- d est battue en brèche par les théoriciens de la décroissance
- e trouve une application frappante dans l'étude de la période des Trente Glorieuses
- f se fonde sur divers arguments dont celui que la dernière révolution technologique n'aurait pas eu le même impact que les précédentes

30- Concernant la dette publique,

- a on parle de charge de la dette au sujet des intérêts à verser sur les sommes empruntées
- b on parle de service de la dette au sujet des intérêts à verser sur les sommes empruntées
- c elle trouve son origine dans les déficits budgétaires
- d elle trouve son origine dans les excédents budgétaires
- e il s'agit de la dette de l'Etat
- f il s'agit de titres possédés par des non-résidents

31- En France à l'heure actuelle, la dette publique représente approximativement, par rapport au PIB

- a 2%
- b 28%
- c 44%
- d 57%
- e 97%
- f 250%

- 32-** En France à l'heure actuelle, les impôts représentent approximativement, par rapport au PIB
- a 2% b 28% c 44% d 57% e 97% f 250%
- 33-** En France à l'heure actuelle, les prélèvements obligatoires représentent approximativement, par rapport au PIB
- a 2% b 28% c 44% d 57% e 97% f 250%
- 34-** En France à l'heure actuelle, les dépenses publiques représentent approximativement, par rapport au PIB
- a 2% b 28% c 44% d 57% e 97% f 250%
- 35-** En France à l'heure actuelle, la charge de la dette représente approximativement, par rapport au PIB
- a 2% b 28% c 44% d 57% e 97% f 250%
- 36-** On peut lire dans les publications concernant l'emploi les deux informations suivantes : la population active bénéficie d'un cdi pour les trois quarts de ses membres ; entre les années 80 et la période actuelle, le nombre de salariés en cdd a triplé.
- a ces deux informations sont contradictoires d ces deux informations ne sont pas contradictoires, la première renvoie à un flux, la seconde à un stock
- b l'un des informations est un constat concernant la période actuelle, l'autre est fournie en dynamique
- c ces deux informations ne sont pas contradictoires, la première renvoie à une donnée de stock, la seconde à un flux
- e ces informations ne peuvent pas porter sur la même période ou le même pays
- f il n'y a pas de contradiction puisqu'on ne sait pas quel est le pourcentage de la population bénéficiant d'un cdi durant les années 80
- 37-** Le Système Européen des comptes demande d'inclure les activités illégales (contrebande, prostitution et trafic de stupéfiants) dans l'estimation du RNB, sous la condition que les transactions correspondantes résultent d'un accord mutuel. L'Insee et Eurostat n'ont toutefois en la matière pas la même analyse des conséquences à tirer de ces dispositions en ce qui concerne le trafic de stupéfiants. Alors qu'Eurostat considère que le trafic de stupéfiants doit être inclus dans le calcul du PIB et du RNB, les données publiées par l'Insee l'excluent, car l'Insee considère que les transactions concernées ne sont en général pas réalisées par accord mutuel
- a du fait de la dépendance des demandeurs e ce qui n'a aucune importance compte tenu du fait que les transactions en cause représentent à peu près 0,1% du PIB
- b ce qui a pour conséquence la publication de deux agrégats de RNB
- c ce qui met la France en délicatesse avec l'UE
- d ce qui pose des problèmes d'équité budgétaire au sein de l'UE car la contribution de chaque pays est calculée sur la base de son RNB
- f ce qui conduit à publier un agrégat corrigé (les transactions en cause représentent à peu près 0,1% du PIB)
- 38-** La reprise de la croissance n'est pas obligatoirement suffisante pour améliorer la situation de l'emploi. On se trouve dans cette situation si, avec la reprise,

